

Des jumelages au service de la paix

Palestine : les collectivités françaises se donnent rendez-vous à Hébron

Titre : Saphir News

Date : 23 janvier 2012

Diffusion : -

Lien : http://www.saphirnews.com/Palestine-les-collectivites-francaises-se-donnent-rendez-vous-a-Hebron_al3791.html

Les représentants d'une cinquantaine de collectivités locales et territoriales françaises engagées dans des accords de coopération avec des municipalités palestiniennes se réunissent pendant deux jours les 23 et 24 janvier en Cisjordanie dans le cadre des Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne. Le patrimoine palestinien sera l'un des thèmes phares des Assises, après l'adhésion de l'UNESCO. Claude Nicolet, président du RCDP, explique à Saphirnews sa démarche et appelle à un changement radical dans la politique israélienne, qui mine le processus de paix.

Les 3e Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne se déroulent à Hébron les 23 et 24 janvier. Ici, à Paris, lors des Assises de 2007.

La troisième édition des Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne se tiendra cette année à Hébron, en Cisjordanie, lundi 23 et mardi 24 janvier.

Une trentaine de délégations françaises composées de plus de 200 élus sera présente à ces rencontres, organisées par l'Association des autorités locales palestiniennes (APLA) et le Réseau de coopération décentralisée avec la Palestine (RCDP) avec Cité Unies France, qui réunit à ce jour une cinquantaine de collectivités locales et territoriales françaises toutes engagées avec les villes des Territoires occupés palestiniens via des accords de coopération.

Pour l'occasion, le ministre français chargé de la Coopération Henri de Raincourt fera le déplacement à Hébron et se joindra au Premier ministre de l'Autorité palestinienne Mahmoud Salam Fayyad ainsi qu'à Abu Ramadan, président de l'APLA et maire de Gaza. La clôture des travaux sera assurée par Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne (AP).

Le patrimoine palestinien au cœur des discussions

Ces Assises sont l'occasion de dresser l'état de la coopération entre les villes du Réseau, rejoint dernièrement par les villes de Paris, de Roubaix ou encore de Saint-Brieuc, et d'aborder les actions de coopération décentralisée au cours de plusieurs tables rondes thématiques sur l'eau et l'assainissement ou encore le soutien aux institutions palestiniennes via le développement économique.

Surtout sera abordée, lors de ces rencontres, la question du patrimoine palestinien et du tourisme, qui prend une importance particulière cette année après l'adhésion de la Palestine à l'UNESCO.

Depuis, « plusieurs mairies françaises aident à monter des dossiers auprès de l'UNESCO. Les villes d'Arcueil et de Belfort, qui sont jumelées avec Hébron, ont toutes les trois monté un dossier pour inscrire la vieille ville (qui abrite le Caveau des Patriarches, ndlr) au patrimoine mondial de l'UNESCO », nous déclare Claude Nicolet, président du RCDP depuis 2003 mais également

adjoint au maire de Dunkerque (jumelée avec Gaza City depuis 1996), conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais et secrétaire national du Mouvement républicain et citoyen (MRC).

Une telle démarche, qui n'avait « *aucune chance d'aboutir* » jusqu'à la décision prise le 31 octobre 2011 par l'agence des Nations unies, est « *un premier pas vers la reconnaissance de l'identité palestinienne* » mais ne se fera sûrement pas avec la bénédiction d'Israël, furieux de voir ces projets en marche.

En signe de soutien à son allié, les États-Unis ont d'ailleurs décidé de couper leurs financements envers l'UNESCO.

Le processus de paix passe par un changement radical

Toutefois, le RCDP semble déterminé à ne pas résister aux pressions. « *La question palestinienne est éminemment politique et, à ce titre, elle est sensible* », indique son président, qui reconnaît volontiers que l'occupation et la colonisation israéliennes sont des obstacles majeurs à la paix. « *Une évidence absolue* », ajoute-t-il même.

Hébron, dont le choix pour y organiser les Assises est revenu entièrement aux Palestiniens, illustre, à lui seul, toutes les difficultés que rencontre la population dans son quotidien, du fait, notamment, que les colons israéliens, parmi les plus radicaux de la région, se sont installés par la force dans la vieille ville afin de chasser les familles palestiniennes qui y vivent.

Nostalgique des accords d'Oslo, que M. Nicolet présente comme un véritable espoir – perdu depuis l'assassinat d'Yitzhak Rabin – d'entrevoir la paix dans la région, il appelle au changement de la politique d'Israël à l'égard des Palestiniens mais également à la réconciliation nationale du Fatah et du Hamas, qui empêchent tous deux la perspective d'une paix selon lui.

Si toutes les collectivités du RCDP sont associées avec des villes palestiniennes, quelques-unes d'entre elles coopèrent aussi en parallèle avec des municipalités israéliennes à l'instar de Paris, qui a institutionnalisé ses relations avec Tel Aviv. Une contradiction ? Non, pour M. Nicolet, qui espère un jour l'instauration d'un climat de confiance entre Israéliens et Palestiniens, aujourd'hui impossible.

Les mairies palestiniennes, des interlocuteurs institutionnels en crise

En attendant la paix, l'une des vocations du RCDP en France est d'informer et de sensibiliser les citoyens à la situation vécue en Palestine, d'être solidaire avec les partisans d'une paix juste et durable et de dialoguer avec les collectivités palestiniennes, depuis longtemps en crise institutionnelle.

« *Cette crise est ancienne dans la mesure où, dans les situations difficiles, les Palestiniens se retournent vers leurs mairies car, en dehors des municipalités, il y a bien l'AP mais elle n'a que très peu de poids en raison de l'inexistence d'un véritable Etat* », explique-t-il. Des difficultés qui s'ajoutent à des problèmes économiques, conséquences directes de la présence du Mur, des check-points et des expropriations de terres qui étouffent les Territoires palestiniens.

Le nombre croissant de partenariats indique clairement la volonté politique des collectivités locales de soutenir les institutions d'un futur Etat de Palestine et de s'investir pour voir s'engager un nouveau processus de paix. Les États restent à ce jour les vrais « *maîtres du jeu* » dans le règlement du conflit israélo-palestinien, mais l'initiative du RCDP envoie « *un message de fraternité* » qui se veut « *au service de la paix* », conclut M. Nicolet.